

LE TRÉSOR DES CRIMINELS NIPPONS

Opération Lys d'or



À partir de la fin des années 30, alors que l'armée impériale japonaise pille le Sud-Est asiatique, l'empereur Hirohito lance « l'Opération Lys d'or » dont l'objectif est la récupération, puis la dissimulation, de son butin de guerre. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les services du général MacArthur s'emparent du trésor et créent divers fonds destinés à financer la lutte contre le communisme. « *L'or de Yamashita* », longtemps considéré comme une légende, permet de comprendre comment le Parti démocrate libéral, malgré l'exceptionnelle corruption de ses élites, est parvenu à conserver pendant un demi siècle le contrôle exclusif de la « démocratie » japonaise.

page 2

La succession d'Arafat en question

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La mort cérébrale de Yasser Arafat est abondamment commentée dans la presse internationale. Les journaux occidentaux évitent la question d'un éventuel empoisonnement criminel, alors que cette hypothèse est souvent examinée dans la presse arabe. Certains voient en effet un lien entre cet événement, le nouveau mandat de George W. Bush et le plan de redéploiement d'Ariel Sharon.

page 10

REPÈRE : 2 NOVEMBRE 1988

Un ver espion sur le web

Le 2 novembre 1988, Robert Morris, étudiant en informatique à l'université de Cornell (New York), teste pour la première fois son projet de recherche : l'*Internet Worm*, un agent informatique qui est censé infester les ordinateurs connectés Internet pour y collecter des informations. Le ver exploite des failles connues dans des technologies universellement répandues, notamment RSH, SENDMAIL et FINGER. Il s'autoconnecte à tous les ordinateurs en ligne, s'autoréplique, s'autoinstalle et s'autopropage. Au bout de quelques heures, la prolifération anarchique du ver bloque ou ralentit des milliers de serveurs. Morris est rapidement identifié et sera condamné à 10.000 dollars d'amende. Lors de son procès, les services secrets US demanderont à ce qu'une partie du dossier soit gardée secrète. En effet, le père de Morris dirige un important laboratoire de recherche informatique à la National Security Agency et est chargé de la création d'un logiciel de surveillance d'Internet appelé *Carnivore*. Or, le fonctionnaire avait l'habitude de ramener du travail à la maison... de là à penser que le *Morris Worm* est une expérience foirée de la NSA, il n'y a qu'un pas. Morris junior travaille aujourd'hui pour le Pentagone... ■



L'ASSASSINAT DE THEO VAN GOGH, UN CRIME D'ÉTAT ?

Dans une lettre trouvée sur le cadavre du cinéaste Theo Van Gogh, son assassin menace les juifs et tous ceux qui critiquent l'islam, particulièrement la députée Ayaan Hirsi. Le procureur d'Amsterdam a confirmé que le meurtre avait été commis en pleine rue, le 2 novembre 2004, et que le suspect, de double nationalité néerlandaise et marocaine, complotait d'autres crimes avec six autres fanatiques musulmans. L'affaire semble simple et a provoqué en réaction une série de dégradations islamophobes.

Cependant à Londres, *The Observer* du 7 novembre affirme que tout cela n'est peut-être que maquillage. Les Pays-Bas seraient impliqués dans un trafic d'armes. Le leader d'extrême droite, Pim Fortuyn, qui s'y opposait aurait été éliminé à la demande de la CIA et avec l'assentiment des services secrets de son pays. Puis, Theo Van Gogh qui s'apprêtait à révéler le pot aux roses dans son prochain film aurait été réduit à son tour au silence. ■

Le trésor des criminels nippons

Opération Lys d'or

À partir de la fin des années 30, alors que l'armée impériale japonaise pille le Sud-Est asiatique, l'empereur Hirohito lance « l'Opération Lys d'or » dont l'objectif est la récupération, puis la dissimulation, de son butin de guerre. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les services du général MacArthur s'emparent du trésor et créent divers fonds destinés à financer la lutte contre le communisme. « *L'or de Yamashita* », longtemps considéré comme une légende, permet de comprendre comment le Parti démocrate libéral, malgré l'exceptionnelle corruption de ses élites, est parvenu à conserver pendant un demi siècle le contrôle exclusif de la « démocratie » nipponne.



Le Général états-unien Douglas MacArthur et l'empereur du Japon Hirohito
Septembre 1945.

En 1895, la reine Min est brûlée vive par des assassins de la Société de l'Océan noir, un groupe ultra-nationaliste dirigé par le légendaire Mitsuru Toyama. L'opération destinée à déstabiliser le gouvernement coréen constitue l'un des éléments de la stratégie de conquête élaborée par les services secrets japonais en collaboration avec les yakusas de Toyama. L'assassinat de la reine provoque « l'incident » qui va justifier l'invasion progressive de la Corée. En 1905, le pays devient un protectorat du Japon. Les sociétés ultra-nationalistes commencent les opérations de pillage tandis que des chefs de la pègre occupent des postes politiques clé. Ainsi Ryohei Uchida, patron de la Société du Dragon noir et bras-droit de Toyama, met en place avec l'aide du gouvernement impérial des milices chargées de rançonner les familles de riches coréens. En 1910, la Corée est

totallement annexée. Le chef militaire, le général Yamagata, charge Terauchi de développer les activités de la police secrète, sommairement créée par le Dragon noir. Les kempeitai organisent méthodiquement le pillage du territoire en collaboration avec les milices de Toyama et Uchida. Officiellement, le Japon prétend protéger l'Asie du Sud-Est des colons occidentaux en fondant une « *sphère de coprosperité* ». En réalité, la dynastie impériale supervise une mise à sac systématique du pays, déroband l'or et les œuvres d'art (la précieuse porcelaine Céladon), détruisant le patrimoine culturel (temples bouddhistes) avec une volonté évidente d'effacer l'identité coréenne.



Ryoichi Sasakawa

En Mandchourie, un système analogue est mis en place sous l'autorité de Nobusuke Kishi et des sociétés yakusas. Le territoire annexé permet au Japon de contrôler l'accès maritime aux ports commerciaux de la Chine du Nord. Le gouvernement fantoche est dominé par les tairiki ronin - officiers, seigneurs de guerre, trafiquants de drogue... Des yakusas entreprenants lèvent de véritables petites armées privées pour piller au nom de l'Empereur ou s'allient avec les parrains

chinois du Gang vert afin de contrôler les réseaux de distribution de l'opium et de ses dérivés. Ryoichi Sasakawa [1] et Yoshio Kodama [2] bâtiront ainsi des fortunes colossales qui permettront après la guerre de financer la création du tout-puissant Parti démocrate libéral. À la tête de ces groupes de voyous aux méthodes expéditives, Nobusuke Kishi et son clan comprenant le général Hideki Tojo (chef de la

police secrète et futur Premier ministre du gouvernement de guerre), Hoshino Naoki (patron du monopole de l'opium), Matsuoka Yosuke (président de la corporation Mantsetu) et Aikawa Gisuke (dirigeant de Nissan), planifient les opérations de pillage de connivence avec l'Empereur. Ils fondent la Compagnie des industries lourdes mandchoues, une organisation qui coordonne le développement de l'industrie et qui centralise le butin que l'armée et les yakusas arrachent à la population locale en utilisant des techniques diverses (demande de rançon, extorsion, cambriolage de banque...).



Yoshio Kodama

Les pillages sous contrôle des princes de l'Empire japonais : « l'Opération Lys d'or »

La fièvre de conquête irrite les dirigeants occidentaux qui craignent que le Japon empiète sur leurs colonies et concessions. En 1936, alors que le pillage de la Corée est en cours, les stratèges japonais hésitent entre deux options. Une des tactiques consiste à prendre le contrôle de la Sibérie, territoire riche en ressources naturelles, afin de créer une zone-tampon avec l'Union soviétique, principal rival dans la région. Cette stratégie « anticommuniste » aurait le

mérite de satisfaire une partie des élites occidentales. Dans cet esprit, Yoshida, ambassadeur à Londres, tente avec le soutien du groupe Cliveden de préparer une alliance avec les britanniques. Aux Etats-Unis, des ultra-conservateurs comme l'ancien président Herbert Hoover ou l'aviateur nazi Charles Lindberg et des officiers proches du général Douglas MacArthur sont favorables à une entente avec la dynastie impériale.

Le Prince Chichibu, frère d'Hirohito, part à Londres en 1936 afin de préparer une éventuelle alliance anglo-japonaise. La perspective d'un front anticommuniste aurait probablement pu séduire les diplomates britanniques mais la progression des troupes japonaises en Asie menace les colonies des puissances européennes. Rapidement, Chichibu est privé de tout moyen de négociation. En Chine, l'armée est devenue totalement hors de contrôle. Des officiers montent en 1937 l'incident Marco Polo qui aboutit à l'invasion du pays par les troupes japonaises avec le soutien officieux de l'Empereur. Le prince Chichibu abandonne l'idée désormais dépassée d'une alliance anglo-japonaise et s'envole pour Nuremberg où il rencontre le chancelier Adolf Hitler [3].

Quand le président Franklin D. Roosevelt déclare vouloir mettre un terme à « l'épidémie » de conquêtes du Japon, l'armée d'invasion s'appête à commettre un massacre sans précédent obéissant ainsi aux ordres d'un prince impérial. En effet le prince Konoe, Premier ministre « modéré », envoie le prince Asaka commander l'armée de Nankin. Ce dernier ordonne à ses troupes de ne laisser aucun prisonnier dans la ville. Pendant plusieurs jours, les soldats exécuteront ses ordres à la lettre. Sous les yeux de nombreux occidentaux, plusieurs dizaines de milliers de chinois sont tués dans des circonstances effroyables. Les hommes sont « utilisés » comme mannequins pour les exercices de baïonnettes ou, pour les officiers, de décapitation ; les femmes et filles subissent des viols collectifs devant leurs familles. Alors que les exactions se poursuivent, les princes Chichibu et Takeda surveillent que le butin du pillage n'échappe pas à la dynastie impériale. Des experts analysent les documents bancaires tandis que la police secrète torture tous ceux qui sont suspectés de détenir des informations sur l'or et autres richesses de Nankin [4].

Afin de s'assurer que le produit du pillage ne soit pas inutilement dilapidé par l'armée, Hirohito lance le Lys d'or, une organisation réunissant des experts de l'extorsion (comptables, professionnels de la finance...), des patrons yakusas et de puissants industriels sous le commandement des princes impériaux, seules personnes en qui l'Empereur place sa confiance. Le dispositif est supervisé par le prince Chichibu [5].

En 1941, le régime de Philippe Pétain autorise le Japon à occuper le Nord de l'Indochine. Le prince Konoe, partisan d'une « paix négociée », démissionne incapable de raisonner Hirohito. Prêt à déclarer la guerre, l'Empereur nomme à sa place le général Tojo, un des hommes du clan Kishi qui a organisé le pillage systématique de la Mandchourie.

L'attaque « surprise » [6] de Pearl Harbor est le signal de l'offensive nipponne en Asie du Sud-Est. Le Japon envahit la Thaïlande, Sumatra, la Birmanie et s'empare de Hongkong et Guam. Il chasse le général MacArthur de son fief, les Philippines. Les nouveaux territoires annexés sont systématiquement pillés par

les kempeitai. Le prince Chichibu installe le quartier général du Lys d'or à Singapour où la totalité du butin est expédiée et inventoriée par des spécialistes. Aux Philippines, les banques occidentales constituent la principale cible des experts du Lys d'or qui récupèrent le trésor philippin pour le compte de la Yokohama Specie Bank dont le premier actionnaire est l'empereur Hirohito en personne et la Banque de Taiwan, une autre banque d'État. Une partie de l'or est utilisée pour financer l'effort de guerre. Des banques suisses, portugaises, argentines et chiliennes se chargent du blanchiment.

Les richesses volées par les kempeitai et les agents du Lys d'or convergent vers Singapour, puis vers Manille, pour être expédiées au Japon.

Du Lys d'or au fonds Aigle noir

Après la bataille de Midway, le rapport de force militaire en Asie du Sud-Est s'inverse en faveur des États-Unis. Le Japon perd le contrôle des voies maritimes. Hirohito et les princes impériaux commencent à réfléchir à la perspective d'une défaite de l'Empire. L'opération Lys d'or commandée par Chichibu, qui officiellement se soigne de la tuberculose au pied du mont Fuji, consiste désormais à sauver le trésor de guerre bloqué à Manille. Chichibu avait d'abord utilisé les navires-hôpitaux pour acheminer l'or qui était ensuite entreposé dans les souterrains creusés sous les alpes japonaises. En 1943, cette solution n'est plus envisageable puisque les États-Unis sont en mesure d'assurer un blocus maritime efficace. Les trésors commencent à s'entasser sur les quais de Manille. Le prince Chichibu s'entoure alors d'ingénieurs spécialisés dans la construction de réseaux de souterrains et entreprend de dissimuler le butin dans des caches enterrées. À Manille, il utilise les sous-sols d'Intramuros, vieille cité espagnole, qui offrent de nombreuses opportunités de stockage. Les quais sont directement reliés à Intramuros par une galerie permettant l'acheminement discret des marchandises. Chichibu choisit des sites historiques, églises, universités, une série de lieux susceptibles d'être épargnés par les bombardements.

Au nord de Manille, le prince Takeda exploite les grottes naturelles et supervise la construction de réseaux de galeries. Des spécialistes truffent les sites de pièges ingénieux et redoutablement efficaces : bombes, capsules de cyanure, pièges à eau et à sable... Un autre prince, Takahito Asaka, fils du boucher de Nankin et le général Yamashita, héros de Singapour, envoyé aux Philippines pour contrer l'imminente attaque états-unienne, participent aux opérations d'enfouissement. Les ingénieurs et les esclaves sont systématiquement enterrés vivants.

Quand MacArthur débute la reconquête des Philippines, les princes tentent de cacher rapidement ce qui n'a pu être enterré. Des navires chargés d'or sont coulés et leurs équipages noyés. Après la défaite du Japon dont l'occupation se clôt avec le massacre des civils de Manille, les princes s'enfuient en sous-marins.

Dès 1945, les services secrets états-uniens commandés par le général MacArthur connaissent l'existence du Lys d'or. Un agent, John Ballinger, déguisé en pêcheur a pu observer le déchargement de caisses remplies d'or

transportées à bord d'un navire-hôpital. MacArthur fait arrêter son rival Yamashita et charge l'un de ses agents de l'interrogatoire du major Kojima, le chauffeur du général japonais. Severino Garcia Santa Romana obtiendra de nombreuses informations sur les itinéraires de Yamashita et parviendra ainsi à localiser un certain nombre de caches. « Santy » devient alors le gardien du « trésor de Yamashita ». Il est d'abord sous les ordres de MacArthur jusqu'à ce que l'énigmatique Edward Landsale [7], ancien agent de l'OSS récemment incorporé dans les services G-2 du général Willoughby [8], prenne la direction des opérations.

Après discussion avec le président Truman, il est décidé que le butin récupéré sera destiné à approvisionner un fonds de lutte contre le communisme baptisé Aigle noir. Le projet imaginé par un conseiller de Roosevelt consiste à utiliser l'or volé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon pour financer des gouvernements pro-états-uniens et donc manipuler par l'argent les élections dans plusieurs « démocraties » menacées par le « Péril rouge ». Avec l'aide de Robert Anderson, un spécialiste du blanchiment, l'or récupéré par Santy est dispersé sur plus de 170 comptes bancaires dans 42 pays. Le réseau bancaire de la CIA permet ainsi de dissimuler à nouveau les richesses pillées en Asie du Sud-Est et de maintenir les cours de l'or à un niveau conforme aux intérêts économiques des États-Unis [9].

Le trésor rentre au Japon

Le butin saisi par les autorités états-uniennes alimente dans un premier temps trois fonds secrets distincts. Le fonds Yotsuya finance les activités les moins avouables du bras-droit de MacArthur, le patron du G-2 Charles Willoughby, admirateur de Franco et des méthodes des polices fascistes. Le second fonds baptisé du nom de Joseph Keenan, procureur du procès de Tokyo, équivalent japonais du procès de Nuremberg, a une fonction très précise. Il s'agit d'acheter des témoins afin de disculper la dynastie impériale avec qui MacArthur s'est allié dans la lutte contre le communisme. Le procès de Tokyo est une véritable farce qui aboutit à la pendaison d'une poignée de boucs émissaires. Ainsi le prince Asaka, le boucher de Nankin, n'est pas convoqué tandis que le général Matsui, accusé d'un crime auquel il n'a pas participé est condamné à la pendaison. Yamashita, ennemi intime du général MacArthur, subit la même peine, condamné pour le massacre des civils de Manille. Le général Tojo est désigné comme le principal coupable et doit accepter d'endosser la responsabilité de la guerre à la place de l'empereur Hirohito.

Le fonds le plus stratégique est incontestablement le M-Fund dont l'usage est destiné à lutter contre une prise de pouvoir communiste ou social-démocrate au Japon. Après la guerre, un éphémère gouvernement socialiste est discrédité grâce aux crédits du M-Fund par le champion des États-Unis Shigeru Yoshida. Le fonds sert aussi à financer une histoire officielle de la défaite du Japon. Ainsi Yoshio Kodama publie ses mémoires *I was defeated (J'ai été vaincu)* ; le livre financé par la CIA par l'intermédiaire du M-Fund constitue un moyen de disculper les futurs hommes forts du Japon, des ultra-nationalistes qui plaisent à MacArthur comme Ryoichi Sasakawa et Nobusuke Kishi.

En 1951, le traité de paix est signé. L'article 14 dispose que le Japon n'a pas les

ressources nécessaires afin de dédommager ses victimes. Le Lys d'or devenu Aigle noir ne doit pas être dévoilé.

Après 1952, le M-Fund est confié à un conseil piloté par des membres de la CIA et des **services secrets japonais**. Le fonds permet l'élection de Nobusuke Kishi, chef-pillard de la Mandchourie et ancien ministre du gouvernement de guerre de Tojo. Le criminel de guerre, extrêmement anticommuniste, plaît au gouvernement Eisenhower. Le M-Fund a ainsi financé plusieurs Premiers ministres tels que Kakuei Tanaka, Noboru Takeshita, Yasuhiro Nakasone et Miyazawa Kichii. Tanaka auquel Nixon aurait promis la gestion exclusive du M-Fund eut un usage particulièrement fréquent du fonds afin de financer élections et coups tordus.

C'est ainsi qu'une partie du Lys d'or fut investie au Japon et dilapidée par les « *faiseurs de roi* » du Parti démocrate libéral, unique détenteur du pouvoir pendant cinquante ans.

Le clan Marcos, nouveau gardien du Lys d'or

Aux Philippines de nombreuses caches ont échappé à la vigilance de Santy et des services de MacArthur. Marcos, le turbulent protégé de Washington, est élu président en 1965 grâce à « *l'or de Yamashita* ». Ferdinand et Imelda Marcos tentent dès les années 60 de localiser Santy, légendaire gardien du Lys d'or. Ils savent que Santy possède de nombreux comptes dont certains, pensent-ils (à tort), ont été oubliés par la CIA. Ils désirent obtenir du gardien le contrôle de ces comptes. En 1974, lorsque Santy meurt, Marcos devient officieusement le nouveau gardien du Lys d'or et collabore à ce titre avec des équipes états-uniennes et japonaises.

Le dictateur utilise Ben Valmores, un paysan philippin qui fut le valet du prince Takeda, afin de localiser des caches. Ces opérations lui permettent d'accumuler des stocks d'or importants mais s'avèrent très complexes. Le plus simple est de s'allier avec des japonais connaissant les emplacements des sites. Marcos fait appel à Ryoichi Sasakawa, ancien criminel de guerre et adorateur de Mussolini qui après la défaite a fait partie du cercle très fermé des nouveaux maîtres du Japon. Sasakawa est le partenaire idéal. Il extrait discrètement l'or de l'île de Lubang et blanchit probablement les richesses par l'intermédiaire de son Association d'entraide philippino-japonaise. Dans un premier temps, Washington qui couvre les activités anti-communiste de Marcos et Sasakawa ferme les yeux [10].

Cependant, Marcos veut faire cavalier seul et recrute deux partenaires, un voyant qui prétend avoir localisé grâce à ses dons l'épave du *Nachi* et un spécialiste de la métallurgie. Robert Curtis doit « *sanctifier l'or* », c'est-à-dire trouver un moyen de normaliser le butin afin de pouvoir l'écouler sur le marché mondial sans éveiller l'attention. Pour financer ses installations, Curtis fait appel à la John Birch Society, un groupe d'extrême-droite spécialisé dans les opérations anticommunistes comprenant notamment le colonel Laurence Bunker qui en tant qu'ancien collaborateur de MacArthur connaît l'existence du Lys d'or.



Paul Wolfowitz

Quand le Président Reagan imagine le retour au système de l'étalon-or, il demande à Marcos de partager une partie de ses réserves d'or. L'avidité du dictateur provoquera sa perte. Sur ordre de Paul Wolfowitz (alors sous-secrétaire d'État), Ferdinand et Imelda Marcos sont enlevés par les services secrets états-uniens et exilés à Hawaï [11]. Les stocks de Marcos auraient été transférés aux États-Unis.

Le butin du Lys d'or, fruit de plus de cinquante ans de pillage systématique du Sud-Est asiatique par le Japon, est toujours l'objet de nombreuses convoitises. Selon Sterling et Peggy Seagrave, l'administration Bush (au sein de laquelle Paul Wolfowitz est devenu secrétaire adjoint à la Défense), dès mars 2001, aurait envoyé des commandos aux Philippines afin de récupérer une partie des réserves de Marcos et de superviser de nouvelles opérations de désenfouissement. Le contrôle de ce qu'il reste de « *l'or de Yamashita* » est un enjeu encore trop important pour que l'existence du Lys d'or soit pleinement révélée. L'accès aux archives concernant le fonds Aigle noir fait l'objet d'un contrôle attentif de la part de la CIA. Les victimes des crimes de l'armée impériale et leurs héritiers qui osent demander des réparations légitimes se heurtent encore aujourd'hui aux moqueries : « *l'or de Yamashita* » ne serait qu'une légende.

Denis Boneau

[1] « [Ryoichi Sasakawa, un criminel de guerre respecté](#) », par Denis Boneau, *Voltaire*, 17 mai 2004.

[2] Kodama est chargé de prendre en main le trafic de drogue en Chine. Pour cela, il s'allie avec le Gang vert et progressivement devient leur principal fournisseur d'opium. Il installe le Kodama kikan, machine à transformer les stupéfiants en or, à Shanghai, et achemine des marchandises du Lys d'or. « [Yoshio Kodama, le yakusa de la CIA](#) », par Denis Boneau, *Voltaire*, 8 septembre 2004.

[3] Sterling et Peggy Seagrave, *La dynastie du Yamoto, Histoire secrète de la dynastie impériale*, Éditions Michalon, 1999.

[4] Plusieurs milliers de tonnes d'or sont récupérées à Nankin. Les kempetai pillent méticuleusement l'or, les bijoux, mais aussi le mobilier, les miroirs des particuliers tandis que les experts du Lys d'or repèrent les dirigeants de banques.

[5] Sterling et Peggy Seagrave, *Opération Lys d'or, Le scandaleux secret de la guerre du Pacifique ou comment les États-Unis ont utilisé le trésor de guerre japonais pour financer la Guerre froide*, Éditions Michalon, 2002. Titre original *Gold warriors*.

[6] Des documents nouvellement déclassifiés ont montré que les États-Unis avaient anticipé et préparé cette attaque un an à l'avance. Cf « [Remember Pearl Harbor !](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 17 mars 2004.

[7] Le général Edward Landsale fut le référent de l'armée des États-Unis en matière de guerre psychologique.

[8] Le G-2 du général Willoughby est l'équivalent pour l'Asie de ce que fut le X-2 de James Jesus Angleton en Europe. Ces deux unités de contre-espionnage servirent à recruter et à retourner des agents ennemis pour constituer le réseau stay-behind de lutte contre le communisme. Cf. « [Les réseaux d'ingérence américains](#) » par Thierry Meyssan,

Voltaire, 20 août 2001.

[9] Rappelons que les accords de Bretton Woods signés à la fin de la Seconde Guerre mondiale constituent le fondement d'une réorganisation de l'économie mondiale sur la base de la convertibilité dollar-or.

[10] « **La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[11] L'opération d'exfiltration forcée des époux Marcos est dirigée par Gaston Sigur, Paul Wolfowitz et Richard Armitage.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La succession d'Arafat en question

Analyse

La mort cérébrale de Yasser Arafat est abondamment commentée dans la presse internationale. Les nécrologies se mêlent avec les analyses de sa succession. Les journaux occidentaux évitent la question d'un éventuel empoisonnement criminel du président de l'Autorité palestinienne, alors que cette hypothèse est souvent examinée dans la presse arabe. Certains voient en effet un lien entre le nouveau mandat de quatre ans de George W. Bush, le plan de redéploiement d'Ariel Sharon et la disparition si opportune du vieux leader.

Adnan Abu Odeh, conseiller du roi de Jordanie et administrateur de l'International Crisis Group, assure dans le *Daily Star* que le chaos ne surviendra pas parce que les Palestiniens n'en ont pas le luxe. Leur propre situation les condamne à s'entendre vite.

Daoud Kuttab, directeur de la télévision Al Quds, observe dans le *Jerusalem Post* que le problème est déjà largement résolu, mais Arafat cumulait de nombreuses responsabilités et toutes ne sont pas encore pourvues. Selon lui, cette passation de pouvoir se fera au bénéfice des dirigeants historiques et au détriment des plus récents.

Dennis Ross du Washington Institute for Near East Policy déplore le vide laissé par la disparition de Yasser Arafat. Quant à savoir comment le combler, la meilleure solution reste encore d'organiser des élections, écrit-il dans le *Washington Post*, feignant d'ignorer la peur que les Palestiniens ont d'exposer leurs divisions devant l'ennemi israélien.

Sur le registre de la nécrologie fielleuse, Robert Malley de l'International Crisis Group célèbre, dans le *Washington Post*, la haute figure d'Arafat, père de la nation palestinienne. Mais c'est pour mieux lui reprocher d'avoir eu recours à la violence, alors qu'il eut été plus efficace de se plier pour négocier.

Plus direct, David Kimche de l'Israel Policy Forum se félicite dans le *Jerusalem*

Post de la mort d'Arafat. Au fond, cela ne change pas grand-chose. Le chaos annoncé ne surviendra pas. Au contraire, son décès rendra possible de la souplesse dans les négociations et de la créativité dans la recherche de la paix. Pas du tout, répond le militant pacifiste israélien Uri Avnery dans le *Boston Globe*. Pourquoi fallait-il donc attendre la mort d'Arafat pour reconnaître ses qualités, s'interroge-t-il. Et de témoigner de sa douceur et de sa chaleur, bien loin de l'image de fanatique qu'il a acquise. Puis, M. Avneri conclut tristement que sa disparition marque une occasion ratée de faire la paix avec un interlocuteur unique et sincère.

Michael Meunier et Nir Boms du nouveau Center for Freedom in the Middle East s'en prennent à la politique d'Hosni Moubarak dans le *Washington Times*. Leur tribune fait suite à un colloque, organisé il y a deux semaines à Zurich, pour dénoncer les persécutions religieuses que les islamistes égyptiens infligeraient aux chrétiens coptes. Cette campagne atteste qu'aucun gouvernement arabe, même soumis aux exigences des États-Unis, n'est à l'abri. Peut importe que, malgré la colère de sa population, l'Égypte ait accepté le transit de la flotte US par le canal de Suez pour envahir l'Irak, ou qu'elle joue un jeu trouble en Palestine, Washington a décidé de « remodeler le Proche-Orient ». Cela peut passer par l'élimination de ses propres amis.

Javad Zarif, ambassadeur iranien aux Nations unies, joue l'apaisement avec les États-Unis dans le *Los Angeles Times*. La troïka européenne (Allemagne, France, Royaume-Uni) vient de négocier un accord avec l'Iran permettant de clarifier la nature de son programme nucléaire. Mettant ce répit à profit, le diplomate entend tordre le cou à deux arguments qui sont opposés à tort à son pays. Ce n'est pas parce que l'Iran a des hydrocarbures qu'il ne doit pas avoir de recherche nucléaire : au contraire, tous les États qui en ont les moyens financiers se doivent de prévoir une autre source d'énergie alors que celle-ci arrive prochainement à épuisement. D'autre part, ce n'est pas en construisant une bombe atomique que l'Iran renforcera sa sécurité, mais en nouant des alliances régionales.

Réseau Voltaire

Adnan Abu Odeh



Ancien conseiller du roi Hussein de Jordanie (1988-1991), représentant de la Jordanie à l'ONU (1992-1995), membre de l'US Institute of peace 1995-1996 et conseiller du roi Abdallah II de Jordanie (1998-1999), Adnan Abu Odeh est membre du conseil d'administration de l'International Crisis Group.

« La Palestine ne sera pas pire après Arafat »

Source : Daily Star

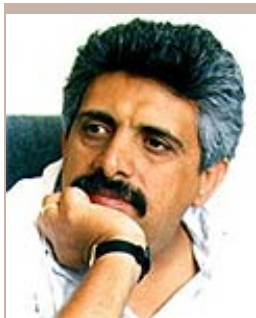
Référence : « Palestine will be no worse off the day after Arafat », par Adnan Abu Odeh, *Daily Star*, 8 novembre 2004.

Le problème du « jour d'après » est particulier dans les régimes autocratiques car le dirigeant devient synonyme de l'État et l'État se confond avec le dirigeant. Le problème est rendu plus complexe encore quand la constitution de ces régimes ne prévoit rien pour permettre une transition pacifique du pouvoir. Les pays voisins craignent que le chaos ne dégénère en violence et les grandes puissances craignent de nouvelles réalités sur le terrain. Elles manœuvrent pour préserver leurs intérêts.

Après la mort de Tito en Yougoslavie, le pays a éclaté et l'Irak est au bord de la guerre civile car la chute de Saddam Hussein, qui incarnait l'État a créé un vide que les forces d'occupation n'ont pas réussi à combler. Pourtant, dans le cas de Yasser Arafat, je ne vois rien de tel se profiler. Je ne vois pas comment la situation pourrait empirer en Palestine. Il existe des règles pour assurer la succession : le conseil législatif assume la présidence jusqu'à l'élection présidentielle qui devra avoir lieu au plus tard 60 jours après le début de la vacance. En outre, le peuple palestinien, soumis à l'occupation, sait les risques qu'il encourt avec des luttes locales. Cela devrait pousser les factions à l'entente plutôt qu'à l'affrontement.

Le successeur d'Arafat devra s'appuyer sur son héritage, mais éviter ses erreurs et adopter un système vraiment démocratique.

Daoud Kuttab



Daoud Kuttab est directeur général de la Al Quds Educational Television à Ramallah et de

« Les politiques de succession »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Succession politics », par Daoud Kuttab, *Jerusalem Post*, 7 novembre 2004.

Beaucoup de Palestiniens craignent une crise après la mort d'Arafat et certains pensent que Marwan Bargouthi est la seule solution de remplacement. En fait, la succession d'Arafat pose problème en raison des nombreux postes qu'il occupe, mais cette situation offre aussi une solution.

Arafat est président du comité exécutif de l'OLP, président de la Palestine, chef

AmmanNet.

de l'Autorité palestinienne, commandant en chef des forces de sécurité de l'OLP et on dit qu'il a le contrôle des fonds de l'OLP. Pour l'OLP, il a déjà été remplacé par Mahmoud Abbas après son départ à Paris. L'Autorité palestinienne est pour sa part dirigée par Ahmed Qoreï. Le premier problème a eu lieu par contre au cours d'une réunion du Conseil de sécurité national sur le titre à donner à Qoreï, présent à la réunion dans le procès-verbal. En fait, les difficultés découlent de l'absence de règles spécifiques en cas d'absence d'Arafat et les incertitudes sont aggravées par l'incertitude sur son état de santé. Les successeurs potentiels hésitent à se faire connaître de peur d'une disgrâce en cas de retour du dirigeant.

Des élections pourraient régler le problème, mais dans l'Autorité palestinienne comme dans les mouvements de libération elles sont rares. Les Palestiniens expliquent cette rareté du fait même de la nature de ces mouvements et de l'absence de souveraineté de la Palestine : il ne faut pas offrir aux Israéliens un camp minoritaire ou un bras droit avec lequel négocier si on ne s'entend pas avec le chef. Beaucoup pensent que si Arafat avait eu un vrai bras droit, il aurait été éliminé par Israël. Les élections internes au sein du Fatah étaient souhaitées par Marwan Bargouthi avant son emprisonnement.

Aujourd'hui, quel que soit le sort d'Arafat, la succession va être centrale pour les Palestiniens. Il semble que ce soit les vieux dirigeants de l'OLP qui étaient à Tunis (comme Abbas et Qoreï) qui doivent l'emporter sur les jeunes dirigeants de la première et de la deuxième Intifada.

Dennis Ross



Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

« Quoi après Arafat ? »

Source : Washington Post

Référence : « After Arafat, What ? », par Dennis Ross, *Washington Post*, 5 novembre 2004.

Sur le même thème, l'auteur a écrit un autre texte où il reprend les mêmes arguments sur un ton plus proche de l'oraison funèbre dans le *Los Angeles Times*, le 7 novembre 2004 : « The Man Who Married a Cause ».

Une ère prend fin au Moyen-Orient avec la disparition d'Arafat, une icône pour les Palestiniens depuis les années 60, un homme qui a donné une visibilité à leur lutte, qui a empêché les pays arabes d'instrumentaliser leur combat pour leur propres objectifs et qui a défié les États-Unis et Israël. C'était l'homme qui avait créé au moins un semblant d'unité chez les Palestiniens. En fait, Arafat a été plus efficace comme symbole que comme dirigeant.

Même ceux qui le critiquent reconnaissent qu'il va y avoir un vide sans lui car il était une figure d'autorité. Même s'il avait peu fait pour empêcher le chaos à Gaza et en Cisjordanie, il aurait été l'homme capable de le faire. Sa disparition va laisser un vide qui donnera naissance à une lutte de succession dans le Fatah lui-même et entre le Fatah et le Hamas. Il pourrait y avoir un accord pour empêcher des affrontements, mais cela n'empêchera pas une vacance du pouvoir. Il n'y aura personne capable d'ordonner un cessez-le-feu pendant le retrait de Gaza.

La seule façon de combler ce vide est un vote populaire en plus d'une

négociation entre factions. Arafat avait freiné l'organisation d'élections pour éviter l'émergence d'une nouvelle génération de réformateur. Aujourd'hui, l'organisation d'élections permettra de mettre en place un dialogue entre Israélien et Palestinien qui pourra peut-être s'étendre au delà.

Robert Malley

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

« L'énigme Arafat »

Source : Washington Post

Référence : « The Arafat Enigma », par Robert Malley, *Washington Post*, 7 novembre 2004.

Pour les dirigeants américains, la capacité de **Yasser Arafat** à exercer un pouvoir après plusieurs décennies et des défaites en série était déconcertant et la source de bien des erreurs de jugement. Contrairement à ce qu'on croit, les Palestiniens connaissaient ses erreurs, ils en subissaient les conséquences plus durement que tous autres. Mais, à leurs yeux, Arafat incarnait la nation, une nation dispersée et sans État. Il leur donnait une dignité et un nom. Il leur avait donné un espace sur une carte, les avait fait échapper aux manipulations arabes. Pour cela, les Palestiniens étaient prêts à tout lui pardonner. Bien qu'Arafat soit en train de mourir en France, son portrait était toujours posé sur une chaise vide à la dernière réunion du Fatah.

Autre sujet d'étonnement aux États-Unis : l'autorité d'Arafat ne reposait pas sur la force ou sur des attaques contre ses rivaux. En fait, il était le produit de la direction palestinienne, plus que son créateur. Il était le fruit d'un consensus. Cela lui donnait une marge de manœuvre considérable pour maintenir sa position personnelle et atteindre les objectifs palestiniens, deux objectifs qu'il a rarement distingués. Il n'a jamais eu de grande stratégie, seulement des intuitions et des vues politiques à court terme. C'est de là que vient son rapport ambigu à la violence. Il croyait à une solution pacifique des deux États, mais il pensait que la violence était nécessaire pour atteindre cet objectif et il ne comprenait pas les dommages à long terme que pouvait causer son emploi. Ces traits de caractère empêchèrent des résultats car trop souvent il considérait les actions israéliennes et états-uniennes comme des manœuvres pour l'affaiblir et diviser la cause palestinienne.

Sa disparition va laisser un vide et les différents groupes vont s'affronter. Il sera difficile au niveau des dirigeants de maintenir une unité suffisante.

David Kimche

David Kimche a été directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères israélien (1980-1987). Il est membre du Conseil d'administration de l'Israel Policy Forum. Il a été membre de la délégation israélienne qui a négocié les accords de Camp David en 1978 et du Mossad.

« Les successeurs d'Arafat, et nous »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Arafat's successors - and us », par David Kimche, *Jerusalem Post*, 5 novembre 2004.

La réaction la plus frappante des Palestiniens à la maladie du Rais est celle qui était la moins attendue : un mélange d'indifférence, de fatalisme et de critique sur la gestion de l'Autorité palestinienne par **Yasser Arafat**. Cela n'enlève pas le fait qu'il est perçu comme le père de la nation, mais beaucoup lui reprochent encore son refus des propositions de **Bill Clinton** et la corruption dans l'Autorité palestinienne.

Nous ne verrons pas, comme on l'annonce, se développer le chaos et l'anarchie chez les Palestiniens. Après la mort d'Arafat. Les dirigeants palestiniens semblent décidés à mettre en place un système de cogestion par Abu Mazen et Abu Ala [1] qui aura pour but de stabiliser la situation et éviter une désintégration de l'Autorité palestinienne. Il existe toutefois deux facteurs d'incertitude : le **Hamas** et les Brigades des martyrs d'Al Aqsa.

Au-delà de la période de co-gestion, il sera plus facile de négocier en trouvant des formules créatives sur le Mont du temple ou bien le « droit au retour », quelque chose d'impossible avec Arafat. Les Israéliens devront, de leur côté, revenir à l'axiome de Rabin : « négocier comme s'il n'y avait pas de terrorisme et combattre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de négociation ».

[1] Noms de guerre de Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï

Uri Avnery



Uri Avnery est cofondateur de Gush Shalom, un mouvement demandant un retour aux frontières de

« Israël appréciera-t-il Arafat une fois qu'il sera parti ? »

Source : The Boston Globe

Référence : « Will Israel appreciate Arafat when he's gone ? », par Uri Avnery, *Boston Globe*, 5 novembre 2004.

L'état de santé de **Yasser Arafat** fait les gros titres dans le monde entier. Je ne sais pas ce qu'il faut croire à ce sujet, mais je pense que s'il venait à mourir, les Israéliens apprendront à l'apprécier après son départ. Pendant 45 ans, il a vécu menacé par des complots pour le tuer. Plusieurs fois les Israéliens ont annoncé sa mort politique. Lors de la première conférence de Camp David, le penseur égyptien Mohammed Sid-Ahmed m'avait dit que nous avions de la chance

1967 et la partition de Jérusalem. Il et a été membre du mouvement Irgun dans les années 40. Il écrit fréquemment pour le journal Ma'ariv.

d'avoir Arafat car grâce à lui, nous n'avions qu'un seul interlocuteur. Si on ne veut pas la paix, mais un grand Israël, alors on n'a pas besoin d'Arafat. Mais si on veut la paix, il est essentiel, car il est le seul capable de faire accepter des concessions douloureuses aux Palestiniens, une capacité liée à son statut de père de la nation. S'il a l'air d'un fanatique à la télévision, il est en réalité un homme très doux et chaleureux.

En 30 ans, je n'ai jamais été surpris par ses positions et attitudes, marquées par la même cohérence. S'il a surpris si souvent les services de renseignement israéliens, c'est parce que, comme l'a dit Boutros Boutros-Ghali, les arabistes israéliens « savent tout et ne comprennent rien ». Il a, certes, commis des erreurs, mais rien comparé à ses accomplissements.

La disparition d'Arafat ne mettra pas fin aux espoirs de paix, mais ce sera une opportunité perdue de faire la paix avec un dirigeant doté de l'autorité et de la conviction nécessaire.

Nir Boms, Michael Meunier

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed du cabinet Benador Associates. Il est vice-président du Centre for Freedom in the Middle East .

Michael Meunier est directeur exécutif du Center for Freedom in the Middle East et président de l'U.S. Copts Association.

« Réformes et liberté en Égypte »

Source : Washington Times

Référence : « Reforms, freedom in Egypt », par Nir Boms et Michael Meunier, *Washington Times*, 4 novembre 2004.

Depuis 26 ans, l'Égypte est dirigée par un parti unique et le chômage a augmenté de 25 %, les opposants sont emprisonnés et les promesses de réformes ne sont jamais tenues. Même le parti de Moubarak estime que cela ne peut plus durer et il a adopté, par la voix du fils du président, Gamal Moubarak, la rhétorique de la réforme, reprenant ainsi le type de propos que l'on trouve dans les déclarations d'Alexandrie et de Doha sur les initiatives de réformes arabes.

Toutefois, derrière cette rhétorique, le texte de la conférence du Parti national démocratique de Moubarak évite les sujets essentiels pour les démocrates égyptiens telles que la possibilité d'un cinquième mandat pour le président, la suppression de l'article deux de la constitution qui islamise l'Égypte et la fin des lois d'urgence qui autorisent une détention indéfinie et sans procès depuis 1981 et l'assassinat de Sadate. En fait, ce texte implique même de nouvelles restrictions et ne reconnaît pas le statut des minorités comme les coptes. Les Moubarak père et fils font croire que la vraie démocratie engendrerait le chaos. Il faut que les États-Unis soutiennent la réforme en Égypte et pas la seule rhétorique.

Javad Zarif



Ancien vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif est l'ambassadeur iranien à l'ONU.

« Iran- États-Unis. Des peurs nucléaires excessives »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iran : U.S. Nuclear Fears Overblown », par Javad Zarif, *Los Angeles Times*, 5 novembre 2004.

Après 18 mois d'enquête, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est incapable de prouver l'existence d'un programme d'armement nucléaire en Iran. Cela n'a pourtant pas bénéficié à l'Iran car les États-Unis utilisent tout leur poids sur le conseil des gouverneurs de l'AIEA pour pousser à une confrontation dont personne ne bénéficiera si ce n'est les extrémistes. Les responsables états-uniens pensent que l'Iran cache un programme militaire derrière son programme nucléaire civil, mais ce raisonnement se fonde sur deux erreurs :

- ▶ La croyance dans le fait que l'Iran n'a pas besoin d'énergie nucléaire car il a du pétrole et du gaz. Or ce sont deux énergies non-renouvelables et la diversification des énergies est une stratégie responsable, une réalité reconnue par le département d'État en 1978.
- ▶ La seconde supposition est que, comme l'Iran est encerclé par des puissances nucléaires (États-Unis, Pakistan, Israël, Russie), les stratèges iraniens vont vouloir développer une force nucléaire préventive. Mais en réalité, l'Iran pense que sa sécurité ne peut être assurée de façon viable que par un engagement régional. L'Iran est déjà le pays le plus fort de la région avec ses forces conventionnelles, s'il veut développer son influence, il doit donc gagner la confiance de ses voisins.

Rappelons enfin que l'Iran n'a pas les moyens technique de développer des armes nucléaires et qu'Ali Khamenei a interdit leur développement. L'Iran a accepté les inspections et négocie avec la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne pour une coopération nucléaire transparente.